

Université
Claude Bernard
Lyon I

DESS Informatique Documentaire
Rapport de recherche bibliographique

**L'initiative du FMI et de la Banque mondiale
pour les pays pauvres très endettés (PPTE)**

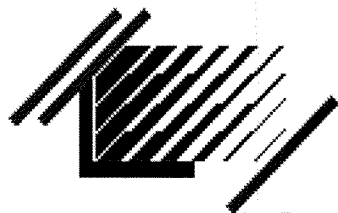
Bernard TEISSIER

Sous la direction de

Eric TOUSSAINT

C.A.D.T.M.

Année 1997-1998



enssib

Ecole Nationale Supérieure
des Sciences de l'Information
et des Bibliothèques



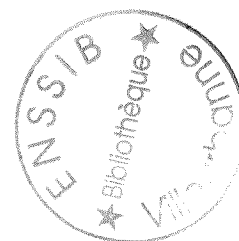
Université
Claude Bernard
Lyon I

DESS Informatique Documentaire

Rapport de recherche bibliographique

**L'initiative du FMI et de la Banque mondiale
pour les pays pauvres très endettés (PPTE)**

Bernard TEISSIER



Sous la direction de

Eric TOUSSAINT

C.A.D.T.M.

1998
11
23

Année 1997-1998

L'initiative du FMI et de la Banque mondiale pour les pays pauvres très endettés (PPTE)

Bernard TEISSIER

RESUME

Cette note de synthèse traite de l'initiative de la Banque mondiale et du FMI pour les pays pauvres les plus endettés (PPTE). L'Initiative, démarrée en 1996, vise à réduire par de nouveaux moyens la dette des pays les moins avancés. Ce travail décrit la méthodologie de recherche bibliographique et présente une courte synthèse. Il se termine par une bibliographie ordonnée.

DESCRIPTEURS

Dette ; initiative PPTE ;
Ajustement structurel ; FASR ;
Fond Monétaire International ; Banque mondiale ;
Afrique sub-saharienne

ABSTRACT

This study deals with the heavily indebted poor countries (HIPC) initiative, jointly proposed by the World Bank and IMF since 1996 to reduce, in a new way, the debt burden of low-incomes countries. This paper describes the research methodology and presents a short synthesis. A bibliography completes this work.

KEYWORDS

Debt ; HIPC initiative ;
Structural adjustment ; ESAF ;
International Monetary Fund ; World Bank ;
Subsaharan Africa

Sommaire

PRÉAMBULE.....	4
1^{ÈRE} PARTIE : MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE DOCUMENTAIRE	5
1. OBJECTIF DE LA RECHERCHE ET LIMITES DU SUJET	6
1.1. axes de recherche	6
1.2. limites du sujet.....	6
2. RECHERCHE AU CENTRE DE DOCUMENTATION DU CIEDEL.....	6
2.1. discussion avec la documentaliste.....	7
2.2. bulletins bibliographiques.....	7
3. INTERROGATION DE CD-ROMS.....	7
3.1. Francis.....	7
3.2. Le Monde.....	8
stratégie de recherche et sélection des descripteurs.....	8
résultats.....	9
4. RECHERCHE INFORMATIQUE SUR INTERNET.....	9
4.1. les sites des institutions internationales.....	9
le site du FMI (Fonds Monétaire International).....	9
le site de la Banque Mondiale.....	11
le site de l'OCDE.....	11
4.2. Les autres sites	12
Africanews	12
la liste de discussion Afrique.....	12
Oneworld	12
5. RECHERCHE SUR LES BASES DE DONNÉES EN LIGNE	12
5.1. Sélection de bases de données à partir du répertoire de l'ADBS.....	12
5.2. interrogation de la base IBISCUS sur internet.....	13
présentation de la base et abonnement.....	13
sélection des descripteurs.....	13
stratégie de recherche et résultats.....	13
5.3. interrogations sur le serveur Dialog	14
sélection des bases de données.....	14
sélection des descripteurs et stratégie de recherche.....	15
résumé des résultats.....	16
Pertinence des résultats.....	16
temps et coût de recherche.....	16

2^{ÈME} PARTIE : SYNTHÈSE BIBLIOGRAPHIQUE 18

**L'INITIATIVE DU FMI ET DE LA BANQUE MONDIALE POUR LES PAYS
PAUVRES TRÈS ENDETTÉS (PPTE)..... 19**

1. LE CONTEXTE	19
1.1. <i>La dette de l'Afrique sub-saharienne : un fardeau insoutenable</i>	19
1.2. <i>« Dette et développement » : quelles évolutions récentes ?</i>	20
2. PRÉSENTATION DE L'INITIATIVE	21
2.1. <i>Objectif et principes généraux</i>	21
2.2. <i>Le mécanisme de l'initiative</i>	21
Un schéma complexe	22
le financement de l'initiative	22
Ajustement structurel et FASR	23
3. LA MISE EN ŒUVRE DE L'INITIATIVE.....	24
3.1. <i>De Halifax à Lyon : discussions autour d'une nouvelle initiative</i>	24
3.2. <i>automne 1996 : le lancement officiel de l'initiative</i>	25
3.3. <i>septembre 1997 : premier bilan</i>	25
3.5. <i>printemps 1998 : les perspectives</i>	26

3^{ÈME} PARTIE : BIBLIOGRAPHIE..... 28

PLAN DE LA BIBLIOGRAPHIE	29
BIBLIOGRAPHIE ORDONNÉE	30

Préambule

« Les gros titres de la presse des derniers jours annoncent l'allégement de la dette des pays les plus pauvres. Qu'en est-il exactement ? le CADTM a-t-il gagné sa bataille pour l'annulation de la dette et doit-il mettre la clef sous le paillason ? ». C'est dans ces termes que s'interrogeait Denise COMMANE, animatrice du CADTM, lors d'une conférence à Liège le 1^{er} Octobre 1996. Un peu plus d'un an après, la question mérite encore d'être posée. Il est temps d'entreprendre un premier bilan de cette fameuse initiative, lancée conjointement par le Fond Monétaire Internationale et la Banque mondiale.

Ce travail vise à y contribuer en fournissant la matière bibliographique nécessaire. Nous avons souhaité retracer l'historique de cette Initiative et rechercher les documents publiés par les institutions de Bretton-Woods sur le sujet. Nous nous sommes intéressés à l'accueil réservé à cette initiative par la communauté internationale et par quelques ONGs. Enfin, nous avons recueilli des éléments sur la situation de la dette et les programmes en cours du FMI et de la Banque mondiale pour un certain nombre de pays de l'Afrique subsaharienne.

Lyon, le 10 mars 1998

Carte de visite du Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde (CADTM)

« Le CADTM s'est créé en 1990 en Belgique sur la base de l'appel de la Bastille, pétition internationale pour l'abolition inconditionnelle et totale de la dette.

Depuis lors, le CADTM a organisé de multiples journées d'études et de discussion. Des milliers de personnes y ont pris part, que ce soit par petits groupes ou lors de grandes rencontres internationales où plus d'un millier de personnes se rassemblaient et où nous avons reçu d'importantes personnalités du monde entier.

Le CADTM privilégie les initiatives unitaires : dans sa pratique, il intègre la pluralité des points de vue et des terrains d'intervention comme une richesse et non comme un obstacle. Le comité rassemble des individus et des organisations : à côté des "tiers mondistes", on retrouve des sections syndicales, des partis politiques, des associations luttant contre le racisme, contre les exclusions sociales, pour le pacifisme, le féminisme, les droits civils et politiques.

Le CADTM, vu l'ampleur des défis qu'il veut rencontrer, travaille activement à la création d'un réseau mondial de lutte contre le néolibéralisme, pour l'humanité. »

Extrait des *Autres voix de la planète*, périodique trimestriel du CADTM

Eric TOUSSAINT est le principal animateur du CADTM

1^{ère} Partie : Méthodologie de recherche documentaire

1. Objectif de la recherche et limites du sujet

1.1. axes de recherche

Il était important de traiter les deux aspects du sujet : celui de l'allégement de la dette, qui constitue l'objectif de l'Initiative, et celui de la Facilité d'ajustement structurel renforcée (FASR) qui constitue le principal rouage de l'initiative.

C'est pourquoi les deux axes "dette" et "ajustement structurel" ont été déclinés dans les recherches.

Pour chacun de ses axes, nous avons recherché deux types d'informations :

1. Des documents de fond, traitant l'initiative et ses implications.
Après nous être intéressé à situer rapidement l'initiative dans son contexte, nous avons recherché des textes émanants des institutions internationales sur l'Initiative et des textes d'analyse produits par des ONGs ou issus d'études indépendantes.
2. Des informations ponctuelles sur le déroulement de l'initiative en cours, essentiellement à travers la presse, de façon à en reconstituer les principales étapes.

1.2. limites du sujet

Le sujet concerne un programme actuel du FMI et de la Banque mondiale. De plus le CADTM travaille depuis plusieurs années sur la question de la dette et a déjà largement étudié la situation des années antérieures. Mise à part quelques références pouvant présenter un intérêt particulier, la recherche s'est effectuée sur des documents postérieurs à 1995.

Enfin la sélection des documents par région s'est concentrée sur l'Afrique subsaharienne, qui regroupe la très grande majorité des pays les plus pauvres.

2. recherche au centre de documentation du CIEDEL

Le CIEDEL (Centre international d'études pour le développement local)¹ possède un important centre de documentation (8000 ouvrages, 150 périodiques). Le centre de documentation du CIEDEL est membre du Réseau d'Information Tiers-Monde (RITIMO) et participe à l'élaboration des bases de données RITIMO et DPH. La base RITIMO est fondue dans la base IBISCUS interrogeable sur internet (voir 5.2.).

¹ CIEDEL, 30 rue Sainte-Hélène - 69002 Lyon

2.1. discussion avec la documentaliste

Mme Bivert, la documentaliste du centre, nous a indiqué un certain nombre de revues et d'ouvrages susceptibles de contenir des articles intéressant notre sujet.

Un premier tri nous a permis de dégager rapidement un volume d'une publication en série (trimestriel), *Afrique contemporaine*. Ce volume est un numéro spécial trentième anniversaire intitulé "trente années d'Afrique" (1992). Il contient en particulier deux références reprises dans la bibliographie.

La consultation d'un dossier de presse, non actualisé, fournit 3 références d'articles courts antérieurs à octobre 1996 concernant l'initiative HIPC.

Le centre est abonné à la revue de presse hebdomadaire de la Direction du Développement de l'Union Européenne (DG VIII, service Information et Documentation). La consultation du dernier numéro de cette revue de presse indique un article qui sera retenu dans la bibliographie. Les revues antérieures n'ont pu être consultées faute de temps.

2.2. bulletins bibliographiques

Le centre de documentation produit un bulletin bibliographique trimestriel, avec un classement par thèmes et trois index (Auteurs, Matières, Géographique). Nous avons consulté les deux premiers trimestres 1997. Après un parcours rapide des chapitres DEVELOPPEMENT et ECONOMIE pour apprécier le contenu général du bulletin et sa pertinence pour notre recherche, nous avons effectué une recherche manuelle sur l'index Matière avec le mot-clé DETTE. Sur 39 références ainsi indexées, deux sont finalement retenues.

La consultation du dernier numéro du bulletin bibliographique de l'Institut Universitaire d'Etudes du Développement (IUED, Genève) fournit également une référence.

En conclusion, l'après-midi passé au centre de documentation du CIEDEL nous a permis une bonne vision des principales publications pouvant intéresser notre sujet. La recherche manuelle dans les bulletins bibliographiques, bien que longue, permet de se familiariser avec les descripteurs les plus fréquents sur le sujet étudié. Au total, ce sont 9 références qui seront retenues.

3. interrogation de CD-Roms

3.1. Francis

Au début de notre recherche nous avons consulté le CD-Rom Francis, disponible à l'Enssib, dont les informations sont fournies par l'INIST-CNRS. La couverture de cette base est pluridisciplinaire et concerne aussi bien les sciences humaines et sociales que l'économie ce qui du point de vue de notre recherche pouvait être intéressant. Dans l'approche du CADTM, la question de la dette ne peut se résumer à un traitement macro-économique, mais doit être posée dans toutes les dimensions

économiques, sociales ou politiques du développement du tiers-monde. L'objectif de cette recherche était de dégager des références générales récentes qui décrivent le contexte dans lequel a été prise l'initiative PPTTE : un « état des lieux » avant d'aborder le sujet proprement dit.

A partir de l'index des descripteurs, nous avons sélectionné les mots-clé français (DXF) "pays en développement" et "pays en voie de développement" d'une part et "dette extérieure" d'autre part. Nous avons imposé également une limite de date postérieure à 1993 (DA>1993) :

Questions	Nombre de notices
Question1=(DXF="PAYS EN DEVELOPPEMENT" "PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT")	1552
Question2=(DXF="PAYS EN DEVELOPPEMENT" "PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT") ET DXF="DETTE EXTERIEURE" ET DA>1993	2

La recherche est décevante. Le nombre relativement faible de notices (1552) en réponse à la première question indique que FRANCIS couvre très marginalement le tiers-monde (moins de 0,15% des références). Sur les deux références sélectionnées, aucune ne sera retenue. Pour épuiser la recherche, nous avons utilisé la possibilité d'interrogation multichamps (titre, résumé, mots-clé) avec les descripteurs "dette" et "debt" (pour récupérer les documents en anglais), sans d'avantage de succès.

3.2. Le Monde

Le CD-Rom du Monde a été interrogé durant deux heures à la Bibliothèque Municipale de Lyon (la Part-Dieu). Les CD-Roms du Monde contiennent le texte intégral de l'ensemble des articles publiés par le quotidien par période glissante de deux ans. Même si les indications du poste de consultation de CD-Rom indiquait la période du 1^{er} avril 95 au 31 mars 97, la période couverte par le CD-Rom interrogé était bien celle du 1^{er} octobre 95 au 31 septembre 1997.

stratégie de recherche et sélection des descripteurs

Le système d'interrogation permet plusieurs modes de recherche. Nous avons d'abord réalisé une recherche par langage contrôlé dans le champ "sujet international". Une première tentative de choix des descripteurs effectuée sur le mode hiérarchique s'est révélé rapidement inopérante. Une deuxième méthode est employée en utilisant un index alphabétique des descripteurs, ce qui s'avère plus efficace.

Une deuxième stratégie est ensuite établie avec une recherche en texte intégral. Il s'agit de tester une interrogation construite à partir de l'expression "pays pauvres très endettés" qui est centrale dans le sujet.

résultats

Requête	nombre de notices	nombre de notices retenues
[<i>Descripteurs dans le champ Sujet international</i>] DETTE EXTERIEURE ET (PVD OU AFRIQUE*) SANS RUSSIE ²	24	9
[<i>Texte intégral</i>] (PAYS ADJ01 (PAUVRE OU PAUVRES)) ADJ03 (ENDETTE OU ENDETTES) OU DETTE ADJ05 PAYS LES PLUS PAUVRES	34	12
Total	46 (car 12 doublons)	13

4. recherche informatique sur internet

L'utilisation d'Internet a été essentielle pour cette recherche documentaire. Mais cette recherche ne s'est pas faite "au hasard", avec l'un des nombreux outils de recherche maintenant disponible sur Internet. La seule tentative dans ce sens, avec le moteur Infoseek, s'est rapidement révélée très contre-productive.

Internet a été utilisé comme moyen d'accès à des sites identifiés où nous savions pouvoir trouver des informations sur le sujet. La recherche s'est effectuée à l'intérieur de ces sites, souvent très volumineux, et comportant des catalogues ou des bases de données. L'information contenue sur ces sites n'était en général pas accessible autrement.

4.1. les sites des institutions internationales

le site du FMI (Fond Monétaire International)

L'adresse URL est : <<http://www.imf.org>>. Le site a été visité et interrogé le 22 décembre 1997, pendant plus de 3 heures dont au moins la moitié du temps pour l'interrogation du catalogue.

RECHERCHE SUR LE CATALOGUE EN LIGNE

Le site héberge la base de données qui comprend l'ensemble des publications du FMI, avec un moteur de recherche simple qui permet d'interroger un champ sujet et un champ titre. Des limites sont possibles (langue, type de document, date...), mais les troncatures sont impossibles.

Formulation des requêtes

² La condition "SANS RUSSIE" est nécessaire pour éliminer le bruit important dû aux nombreux articles sur les économies de transition à l'Est.

J'ai testé plusieurs requêtes distinctes. Lorsqu'une référence intéressante était visualisée, les descripteurs du champ sujet pouvaient permettre d'affiner la recherche ou de la compléter. Les requêtes ont été formulées dans les champs sujet ou titre et dans trois directions : autour du terme "debt", autour de la notion de "HIPC" et enfin avec le terme "ESAF arrangements" trouvé par cette méthode. Cette méthode de recherche est évidemment assez longue puisqu'il faut visualiser les notices pour vérifier les descripteurs et noter les résultats au fur et à mesure.

Résultats

requête	nombre de notices sélectionnées	nombre de notices pertinentes	nombre de notices nouvelles	nombre de notices retenues
SUJET = HIPC	0			
SUJET = Heavily indebted poor countries	2	2	2	2
SUJET = Heavily indebted poor country	0			
TITRE = HIPC	2	2	0	
SUJET = Low income developing countries	3	2	1	1
SUJET = Debt relief	6	2	1	0
SUJET = Debt	91			
SUJET = Debt [après 1995]	16	4	2	2
SUJET = External debt [après 1995]	6	3	0	
SUJET = Debt reduction [après 1995]	1	1	0	
SUJET = ESAF arrangements	3	2	1	0
Total		18	7	5

Notons que sur 18 réponses pertinentes, seulement 7 ne sont pas redondantes d'une requête à l'autre. Cet inconvénient provient du fait qu'il est impossible de combiner les requêtes. Au final, 5 références ont été retenues pour la bibliographie. Ce nombre est peut-être élevé, mais cette recherche était indispensable. Un des 5 documents identifiés constitue en effet la principale référence pour la description de l'initiative HIPC.

RECHERCHE SUR L'ENSEMBLE DU SITE

Il est également possible de faire une recherche de type texte intégral dans les pages du site, avec des requêtes sommaires.

La requête "HIPC" produit 212 réponses positives sur un total de 2187 documents. Le système d'interrogation ne permet pas d'affiner la recherche. Je n'ai pas exploré ces réponses plus avant.

INDEX

Le site web du FMI possède un index pour les principales entrées (une quarantaine). Un rapide parcours de cet index m'a permis d'identifier, par le terme "ESAF", l'adresse d'un document de présentation de la Facilité d'Ajustement Structurel Renforcée (ESAF en anglais) qui est un élément important dans le sujet étudié.

le site de la Banque Mondiale

L'adresse URL est : <<http://www.worldbank.org>>. Le site a été visité et interrogé le 22 décembre 1997.

Le site de la Banque mondiale abrite plusieurs pages dédiées à l'Initiative et regroupées dans un site HIPC. A partir de la page d'accueil de ce site <URL : <http://www.worldbank.org/html/extdr/hipc.htm>> nous avons pu relever les différentes pages, comme autant de documents intéressant notre recherche (6 au total, tous disponibles en anglais et 4 traduits en français; la version française a été préférée chaque fois que possible). La visite du site HIPC nous a pris quinze minutes.

le site de l'OCDE

L'adresse URL est : <<http://www.oecd.fr>>. Le site a été visité et interrogé le 13 février 1998, pendant près de 2 heures.

Si l'OCDE n'est pas directement impliquée dans les initiatives d'allégement de dette, ses pays membres sont les principaux pourvoyeurs d'aide publique au développement. Des informations pertinentes pour ma recherche pouvaient se trouver dans les documents de l'OCDE.

LES PAGES "NEWS AND EVENTS"

Après avoir lu la veille dans la presse (Le Figaro Economie), l'annonce du rapport 1997 du Comité d'Aide au Développement, nous avons profité de cette visite sur le site de l'OCDE pour relever la présentation de ce rapport et ces références précises, notées dans la bibliographie.

LE SITE DAC (DEVELOPMENT ASSISTANCE COMMITTEE)

Ce site <URL : <http://www.oecd.fr/dac/>>. abrite en particulier des données statistiques (DAC Statistical Reporting System) dont les statistiques de la dette de l'Afrique Sub-saharienne, ce qui justifie de référencer la page correspondante dans la bibliographie.

RECHERCHE SUR LE CATALOGUE EN LIGNE

L'accès au catalogue des publications de l'OCDE a été entièrement revu en janvier 1998 (comparé à une visite de repérage effectuée en décembre). L'interface à semble-t-il été améliorée. Elle permet une interrogation poussée avec les opérateurs booléens et de texte intégral (proximité). Cependant l'interrogation n'a pas dégagé de références pertinentes. Ce qui s'explique probablement par la non-participation de l'OCDE à l'initiative HIPC.

4.2. Les autres sites

Africanews

Africanews abrite la base de données constituée des dépêches de l'agence PANA (Panafrikan News Agency). Africanews donne également accès par internet à une base d'articles sélectionnés dans certains titres de presse générale et économique en Afrique. Mais ces bases ne peuvent pas être interrogées pratiquement par internet. Par contre, elles sont disponibles sur DIALOG (file 606) comme nous avons pu le vérifier par ailleurs. (voir plus loin)

la liste de discussion Afrique

Une recherche sur le site des listes francophones nous a indiqué la liste de discussion Afrique (Afrique@univ-lyon1.fr). Cette liste nous a permis d'obtenir plusieurs adresses de sites web sur internet, en particulier celle de Oneworld.

Oneworld

L'adresse URL est : <<http://www.oneworld.org>>. Le site a été visité le 28 janvier 1997, pendant près de 1 heure.

Oneworld est un regroupement de plusieurs dizaines d'ONGs et centre d'études en Grande-Bretagne qui a pour but de diffuser de l'information sur internet. Oneworld gère un site web avec des parties communes (actualités avec les dépêches d'Inter Press Service, index et synthèses thématiques...) et des renvois sur les pages et documents propres à chaque ONG.

Une navigation à travers ce site, guidée par les index thématiques, nous a donné accès à quatre documents d'analyse de l'initiative par les ONG Oxfam International et Eurodad.

5. recherche sur les bases de données en ligne

5.1. Sélection de bases de données à partir du répertoire de l'ADBS

L'objectif de cette sélection était de déterminer les bases de données pertinentes pour notre sujet et interrogeables par le serveur en ligne Dialog, pour lequel nous disposons d'un accès dans le cadre de la formation du DESS.

Nous avons effectué une première recherche manuelle sur l'édition 1996 du répertoire de l'ADBS disponible à l'Enssib. Nous avons relevé une liste d'une vingtaine de bases qui intéressent les pays en développement, dont une bonne partie contiennent des séries statistiques où des données économiques. Malheureusement aucune des bases bibliographiques ou en texte intégral à l'intérieur de cette liste n'était accessible par le serveur Dialog. Ainsi avons-nous dû écarté la base BBC WORLDWIDE MONITORING SUMMARY OF WORLD BROADCAST, un des principaux fournisseurs de synthèses d'actualité à l'échelle mondiale.

La découverte de la base Africa News par l'interrogation en ligne du DIALINDEX de Dialog nous a amené par la suite à compléter et actualiser la liste des bases de données sur le développement par une recherche sur le site internet de l'ADBS. Si certaines bases ont disparues, il semble que seule la base AFRICA NEWS soit apparue qui intéresse notre sujet, tous serveurs confondus.

La base IBISCUS mentionnée dans le répertoire de l'ADBS indiquait, elle, un accès par le web sur internet.

5.2. interrogation de la base IBISCUS sur internet

présentation de la base et abonnement

C'est une banque de données bibliographiques et multibases. Elle contient 116 000 notices publiées depuis 1972 dont 60% d'articles de périodiques, avec 12 000 nouvelles références par an. Elle est constituée par 50 producteurs d'information qui constituent un réseau international. IBISCUS est une base multidisciplinaire (économie 24%, développement 23%...) et couvre essentiellement l'Afrique (65%).

La base de données est accessible par internet ou par vidéotexte. Sur internet, la recherche s'effectue par une grille multicritères. Un accès public gratuit est possible pour une recherche simple avec affichage des notices au format abrégé. Un accès réservé aux abonnés est possible pour une interrogation professionnelle et un affichage complet des références. La seule facturation est celle des références visualisées au format complet (0,50 F HT la référence). L'abonnement donne droit à deux mois d'essai gratuit. Nous avons donc demandé et obtenu un mot de passe, utilisé dans cette période.

Notons que l'Enssib possède l'édition 1993 du CD-Rom SUD publié par l'AUPELF-URF qui contient les notices bibliographiques de la base IBISCUS. Une nouvelle édition de ce CD-Rom est parue en 1997.

sélection des descripteurs

nous avons effectué une interrogation principalement dans le champ Mots-clé avec différents termes sélectionnés dans le lexique aux chapitres COOPERATION, ECONOMIE, FINANCE et POLITIQUE. Toutefois l'ergonomie de l'index alphabétique ne facilite pas la sélection des descripteurs.

Notons aussi que l'interrogation à partir de certains descripteurs répertoriés dans le lexique retourne parfois zéro réponse, tandis que des termes présents dans les champs descripteurs de notices visualisées ne figurent pas dans l'index, comme le terme "initiative PPTE".

stratégie de recherche et résultats

Le système d'interrogation ne permet pas d'élaborer une stratégie de recherche par étapes ni les questions trop longues, ce qui limite les possibilités d'interrogation. L'interrogation se fait beaucoup par tâtonnement et donne des performances

médiocres avec un bruit fort et un silence difficile à évaluer, malgré un nombre relativement important de références obtenues.

n°	Requête [le champs par défaut est le champs Mot-clé]		nombre de notices sélectionnées	nombre de notices visualisées	nombre de notices retenues
1	REDUCTION DE LA DETTE		6	6	0
2	DETTE et Organisme = FMI	après 1995	3	3	1
3	Titre = Pays pauvres endettés		1	1	1
4	DETTE et PAYS LES MOINS AVANCES	après 1995	1	1	0
5	DETTE et PAYS LES MOINS AVANCES		19	8	1
6	DETTE EXTERIEURE et PAYS LES MOINS AVANCES		6	2	2
7	DETTE EXTERIEURE et Organisme = FMI	après 1995	1	1	0
8	DETTE EXTERIEURE	après 1997	14	0	0
9	DETTE EXTERIEURE	après 1996	43	1	1
10	PAYS LES MOINS AVANCES	après 1996	6	6	3
12	INITIATIVE PPTE		2	2	2
13	TRAITEMENT DE LA DETTE	après 1993	24	24	5
14	AJUSTEMENT STRUCTUREL	après 1992	3	3	1
15	PROGRAMME D'AJUSTEMENT STRUCTUREL	après 1997	65	5	0
16	DETTE et DEVELOPPEMENT DURABLE	après 1995	3	0	0
17	CONVERSION DE LA DETTE		16	9	0
18	G7		8	2	0
19	DETTE et PROGRAMME D'AJUSTEMENT STRUCTUREL	après 1995	18	18	5
20	AIDE AU DEVELOPPEMENT et DETTE	après 1995	12	0	0
21	FASR	après 1993	19	19	7
Total				111	29

L'interrogation a duré plus de deux heures, à cause d'une interface d'interrogation peu efficace, mais surtout à cause de temps de transfert particulièrement long. Si elle nous avait été facturée, cette interrogation aurait coûté 55 F 50 ce qui est très faible par rapport à l'intérêt de la base pour notre domaine.

5.3. interrogations sur le serveur Dialog

sélection des bases de données

Nous avons utilisé le catalogue de Knight Ridder qui répertorie les bases de données accessibles par Dialog ou Datastar (édition printemps 1996). Comme l'a montré la recherche manuelle sur le répertoire de l'ADBS, il n'était pas évident a priori de déterminer les bases de données pertinentes pour notre recherche et accessibles sur le serveur Dialog.

Notre sujet concerne la politique économique internationale dans la période actuelle et vise l'Afrique. Une première idée était d'interroger la base d'une agence de presse pour reconstituer la chronologie détaillée du sujet et obtenir les dernières informations. Nous avons choisi la base de l'AGENCE FRANCE PRESSE (AFP) en langue française (base 615).

Nous souhaitions obtenir également des synthèses d'actualité issues de la presse générale et économique de référence ou des analyses de bulletins plus spécialisés. Pour choisir les bases les plus adaptés pour cela, nous avons effectué une recherche sur DIALINDEX (base 411) en sélectionnant toutes les bases des catégories Allnews et Allbusiness. Nous avons formulé la requête suivante : *heavily(w)indebted(w)poor(w)countr?* .

60 bases contenaient au moins une réponse positive. Dans cette liste nous avons repéré la base Africa News non répertoriée dans le catalogue car chargée sur le serveur en 1996. Nous avons décidé une interrogation spécifique pour cette base et une interrogation globale en mode OneSearch pour les 8 bases qui donnaient le plus de réponses (plus de 10 réponses), après avoir retiré les bases d'agences de presse AFP en langue anglaise et REUTERS INFORMATION SERVICE. Ces bases sont :

n°	Intitulé de la base	période couverte
799	Textline Global News	1995-1997/Oct 12
020	World Reporter	1997-1998/Feb 20
609	Bridge World Markets News	1989-1998/Feb 19
636	IAC Newsletter Database™	1987-1998/Feb 20
612	Japan Economic Newswire	1984-1998/Feb 19
627	EIU : Country Analysis	1998/Feb W2
619	Asia/Pacific News	1994-1998/Feb W3
655	BNA Daily News	1990-1998/Feb 20

sélection des descripteurs et stratégie de recherche

Selon les interrogations et le nombre de réponses, plusieurs combinaisons de questions avec des variantes dans les formulations ont été enchaînées. Le principe général a été d'interroger en texte intégral avec des opérateurs de proximité et des limites de date. Les questions les plus fréquentes étaient :

en anglais

heavily(w)indebted(w)poor(w)countr?
HIPC
debt(W)initiative
FASR

en français

pays(w)pauvres(w)endette?
Dette(5W)pays(3w)pauvre?
dette(w)extérieure
PPTE
FASR

résumé des résultats

AFP (615)

étape	nombre de réponses	description	visualisation des réponses	Pertinence
S1	128	DETTE(5W)PAYS(3W)PAUVRE?	non	
S2	17	PAYS(W)PAUVRES(5W)ENDETTE?		
S3	12	DETTE(W)EXTERIEURE AND PAYS(W) PAUVRE?		
S4	18	S2 OR S3 AND PY>1995	oui (texte intégral)	très bonne
S5	1	PPT	oui (texte intégral)	bonne
S6	47	(FASR OR ESAF) AND PY>1995 NOT (S4 OR S5)	oui (en-tête)	bonne

AFRICA NEWS (606)

étape	nombre de réponses	description	visualisation des réponses	Pertinence
S1	24	HEAVILY(W)INDEBTED(W)POOR(W)COUNTR?		
S2	4	DEBT(W)INITIATIVE		
S3	27	S1 OR S2	oui (texte intégral)	très bonne
S4	35	HIPC		
S5	49	ESAF		
S6	2	S4 AND S5 NOT S3	oui (texte intégral)	très bonne
S7	24	S4 NOT S3 NOT S6	oui (en-tête)	bonne
S8	45	S5 NOT S3 NOT S6	oui(en-tête)	moyenne

ONE SEARCH (20,609,612,619,627,636,655,799)

étape	nombre de réponses	description	visualisation des réponses	Pertinence
S1	681	HIPC		
S2	456	HEAVILY(W)INDEBTED(W)POOR(W)COUNTR?		
S3	140	S1 AND S2 AND PY>1996	oui (en-tête)	faible : redondance forte des informations

Après examen des réponses (en-tête visualisés) nous avons reproduit l'interrogation pour éviter les redondances d'information et sortir les réponses les plus pertinentes en texte intégral (49 réponses visualisés au final).

Pertinence des résultats

Il nous a semblé préférable de livrer dans les tableaux et commentaires de résultats une appréciation qualitative de la pertinence de la recherche qui tient compte du déroulement de l'interrogation dans ses différentes phases (choix des bases, préparation des descripteurs, requêtes, visualisation des réponses, choix final pour la bibliographie...) plutôt qu'un résultat chiffré qui réduit l'analyse à une seule étape, effectuée qui plus est à posteriori de l'interrogation, en calculant le pourcentage de références retenues par rapport aux références visualisées.

temps et coût de recherche

Les indications proviennent des décomptes fournis dans les fichiers de capture en ligne lors de chacune des trois interrogations.

Base interrogée	coût de la session	temps
AFP (615)	15\$	1 H
Africa News (606)	13\$74	55 mn
OneSearch (20,609,612,619,627,636,655,799)	9\$06	1 H 23
Total	37\$80	3 H 18

Les coûts mentionnés correspondent au tarif préférentiel dont dispose l'Enssib pour la formation des étudiants. Seul le temps de connexion est facturé, mais pas la visualisation des références. Le coût d'une interrogation au tarif normal aurait été environ 10 fois supérieure.

Les temps passés aux interrogations sont relativement long, car nous avons voulu nous assurer en ligne de n'avoir négligé aucune piste ce qui nous a conduit a probablement trop multiplier les requêtes. De plus nous avons obtenu la plupart des références en texte intégral ce qui suppose un temps de téléchargement. De ce point de vue, le coût au tarif général de Dialog aurait encore été multiplié. Par contre les documents obtenus sont directement exploitables.

2^{ème} partie : synthèse bibliographique

L'initiative du FMI et de la Banque mondiale pour les pays pauvres très endettés (PPTE)

1. Le contexte

1.1. La dette de l'Afrique sub-saharienne : un fardeau insoutenable

Depuis le début des années 80 la dette des pays du tiers-monde s'est enflée démesurément. Malgré de nombreuses déclarations d'intentions de la communauté internationale, où pèsent essentiellement les pays du G7 et les institutions de Bretton-Wood, le problème de la dette ne semble pas trouver de solutions. Les statistiques de la dette et du service de la dette pour l'Afrique sub-saharienne en témoignent abrubtment, que celle-ci soit publique, bilatérale ou multilatérale, ou encore privée.

Les principales tendances révélées par les tables mondiales de crédits et analysées par Eurodad montrent les erreurs de pronostics de la Banque mondiale depuis dix ans et le poids de la dette détenue par les créanciers du Club de Paris pour la dette des plus pauvres.

Les nombreux plans mis en œuvre, au premier rang desquels figurent les programmes d'ajustement structurels du FMI, n'ont eu que des effets contrastés sur les principaux indicateurs macro-économiques. Ils se sont surtout traduits par des coûts sociaux et environnementaux insupportables.

Les étapes successives traditionnellement employées pour traiter la dette peuvent se résumer de la façon suivante:

- les programmes de réformes économiques et de stabilisation soutenues par des prêts préférentiels de la Banque mondiale et du FMI (programmes d'ajustement structurel).
- des rééchelonnements de la dette par le Club de Paris, avec des opérations sur le stock de la dette selon les termes de Naples
- des rééchelonnements auprès des créanciers privés ou non-membre du Club de Paris.
- des arrangements sur la dette liée à l'Aide Publique au Développement.
- des nouveaux financements avec des termes préférentiels.

Mais la vision macro-économique du FMI néglige les effets des plans d'ajustement structurel qui bouleversent les équilibres économiques et sociaux et empêchent de se préoccuper du développement proprement dit. Plus que jamais, la dette est un boulet pour le tiers-monde.

Fin 1997, la crise de la dette se poursuit et s'aggrave encore. La dette extérieure de l'Afrique, principal continent concerné, s'élève maintenant à 315 milliards de dollars. Le continent est marginalisé. Seul 2% des flux mondiaux de capitaux l'atteignent.

1.2. « Dette et développement » : quelles évolutions récentes ?

L'année 1995 a incontestablement été marquée par un certain nombre de débats dans les institutions internationales.

Depuis le sommet de Copenhague, la lutte contre la pauvreté est de nouveau affichée comme une priorité par la Banque mondiale, en lien avec l'intégration récente d'une dimension "sociale" dans les programmes d'ajustement structurel sous forme de définition de politique de "bonne gouvernance". Cette nouvelle stratégie pourrait se concrétiser par un rapprochement avec les organismes de l'ONU, qui incarnent traditionnellement la dimension sociale du développement, notamment le PNUD.

Pour autant, l'arrivée d'un nouveau directeur, M. James Wolfenshon, à la tête de la Banque mondiale marque-t-elle une évolution dans l'approche du problème de la dette par le FMI et la BM ?

Plusieurs études du FMI ont précédé l'engagement de l'initiative. Fin 1995, le FMI s'est livré à une analyse des flux d'aide au développement et de leur évolution durant les années 1994-1995, en s'intéressant en particulier à l'impact d'une application possible des termes de Naples nouvellement adoptés (décembre 1994) au 27 pays les plus pauvres.

Le FMI discute également la fonctionnalité macro-économique des opérations de réductions de dette et tend à réfuter l'hypothèse selon laquelle le poids excessif de la dette nuirait aux nouveaux investissements étrangers. Une étude propose en conséquence de contractualiser les opérations de réduction de dette dans de nouveaux prêts.

L'AIDE AU DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

Le récent rapport du Comité d'Aide au Développement de l'OCDE révèle que l'Aide Publique au Développement, qui avait déjà atteint son chiffre le plus faible en 1995, a encore chuté de 4% en 1996 à 55 milliards de dollars, soit 0,25% du PNB des pays riches membres de l'OCDE.

Le rapport annuel 1997 de la CNUCED ainsi que son rapport sur les Pays les moins avancés (PMA) relèvent un taux de croissance soutenu pour le continent africain (de 3 à 6%) mais affiche un optimisme prudent sur les PMA du fait d'une baisse des

prix de plusieurs matières premières et d'une diminution des flux d'aide en provenance des principaux créanciers bilatéraux.

Ce point de vue optimiste est contesté par d'autres auteurs pour qui taux de croissance ne signifie pas développement notamment à cause du poids de la dette et du creusement des inégalités. Des stratégies régionales alternatives sont évoquées.

Pour sa part, l'ONU a lancé en 1996 un programme de développement pour l'Afrique pour les dix années à venir.

2. Présentation de l'initiative

2.1. Objectif et principes généraux

Six principes guident l'initiative PPTTE, telle que définie par le FMI et la Banque mondiale :

- l'objectif de l'initiative doit viser la soutenabilité de la dette pour sortir des procédés de rééchelonnement continu.
- les réductions de dettes ne peuvent intervenir qu'après une forte politique d'ajustement et la démonstration d'une bonne utilisation des reports de dette accordés.
- les nouvelles mesures entreprises doivent l'être autant que possible à partir des mécanismes déjà existants.
- les actions additionnelles doivent être coordonnées et équitablement réparties entre les différents créditeurs impliqués.
- ces actions doivent préserver le statut préférentiel et l'intégrité financière des créditeurs multilatéraux.
- les nouveaux financements extérieurs doivent se faire avec des termes préférentiels appropriés à chaque pays concerné.

2.2. Le mécanisme de l'initiative

Le statut de PPTTE (41 pays aujourd'hui) n'ouvre pas automatiquement accès à l'initiative des institutions de Bretton-Woods. Ce n'est qu'après un processus complexe mené pays par pays, qui nécessite deux étapes de 3 ans et l'accomplissement de plans d'ajustement structurel, qu'est jugé si la dette est soutenable ou non. Si les critères d'éligibilité ne sont pas satisfaits, c'est-à-dire si la dette est jugée soutenable, alors le pays concerné ne bénéficie pas de l'initiative.

Un schéma complexe

LES POINTS D'ELIGIBILITE ET D'ACCOMPLISSEMENT

Lorsqu'un pays a suivi un premier programme d'ajustement structurel maintenu sur 3 ans et satisfait une opération de rééchelonnement de la dette bilatérale avec le Club de Paris selon les termes de Naples, le FMI et la Banque mondiale décide conjointement si le pays est éligible ou non pour l'initiative PPTE (point d'éligibilité).

Un pays qui obtient l'éligibilité peut alors s'engager dans une nouvelle période de trois ans, avec maintien d'un programme d'ajustement structurel soutenu par les mécanismes FASR (Facilités d'Ajustement Structurel Renforcées) et renégociation d'un rééchelonnement de la dette bilatérale avec le Club de Paris selon, cette fois-ci, les termes de Lyon. Si cette seconde période est accomplie entièrement, le FMI et la Banque mondiale juge alors s'il est nécessaire de prendre des mesures additionnelles de remise de dettes multilatérales pour rendre la dette soutenable par le pays (point d'accomplissement).

LA NOTION DE DETTE SOUTENABLE

Cette notion a été inventée par le FMI et la BM pour définir les pays qui, selon ses institutions, peuvent intégralement faire face à leurs obligations de service de la dette extérieure, sans nécessiter de traitement particulier et sans s'exposer à l'accumulation d'arriérés.

Techniquement, elle se base sur une analyse de soutenabilité de la dette (DSA) menée par le FMI et la BM. Cette analyse observe essentiellement si deux principaux critères sont satisfaits :

- le ratio dette sur exportation ne doit pas dépasser un niveau de 200 à 250%, exprimé en valeur nette actuelle

- le ratio service de la dette sur exportation ne doit pas dépasser un niveau de 20 à 25%.

D'autres critères doivent permettre d'apprécier la souplesse du niveau de soutenabilité pour chaque pays, entre les intervalles indiqués. Dans la pratique, la décision se révélera extrêmement politique.

le financement de l'initiative

Tous les créanciers des pays éligibles sont sollicités pour participer à l'initiative, le plus souvent à partir de mécanismes déjà existants.

LE CLUB DE PARIS ET LES AUTRES CREDITEURS BILATERAUX OU PRIVES

Les pays membres du Club de Paris doivent en principe accorder des réductions de dette selon les termes adoptés par le G7 de Lyon en 1996 (possibilité d'une opération de réduction d'une partie du stock de la dette bilatérale de 80% sous certaines conditions). Les autres créiteurs bilatéraux ou privés doivent être sollicités.

LES CREDITEURS MULTILATERAUX ET LE FOND FIDUCIAIRE PPTE

L'intervention de ces institutions financières ne doit se faire qu'en complément des créiteurs bilatéraux, si cela est nécessaire pour atteindre les critères de soutenabilité. Cette participation se fait alors par le Fond fiduciaire PPTE, spécialement créé pour cette initiative par la Banque mondiale. La part versée à ce fond par la BM sert exclusivement au remboursement de la dette envers l'IDA (International Development Association). Le FMI gère sa propre participation à l'initiative à travers le fond fiduciaire de la facilité d'ajustement structurel renforcée (FASR) auquel il associe un compte bloqué FASR-PPTE qui identifie les crédits destinés à l'Initiative.

Ajustement structurel et FASR

LE MECANISME DE LA FACILITE D'AJUSTEMENT STRUCTUREL RENFORCEE

Depuis le milieu des années 80, le FMI propose aux pays à très faibles revenus des prêts au taux préférentiel de 0,5% pour financer des programmes d'ajustement structurel. Ce mécanisme de prêt, appelé Facilité d'ajustement structurel renforcée (FASR), a été élargi en 1993. A la fin juillet 1997, un total de 7,6 milliards de dollars avaient servi à 64 plans FASR pour 46 pays. Les FASR sont financées par des prêts des principaux membres du FMI et gérés dans un fond fiduciaire spécial.

Actuellement, 79 pays à bas revenus peuvent recourir à l'assistance FASR pour financer un programme d'ajustement structurel de 3 ans. Ces pays sont ceux retenus par l'IDA comme ayant eu un revenu par habitant inférieur à 925\$ en 1996.

L'ENJEU DU DEBAT AU SEIN DU G7 SUR LES VENTES DES RESERVES D'OR DU FMI

A travers l'initiative HIPC, le FMI a surtout recherché un moyen de pérenniser un mécanisme mis en place dans les années 80 pour soutenir ces programmes d'ajustement structurel dans les pays les plus pauvres, la Facilité d'ajustement structurel renforcée (FASR). Le financement du fond fiduciaire FASR géré par le FMI n'était assuré que jusqu'en l'an 2000. A partir de 2004, un système d'autofinancement par le FMI prendra le relais. Il manquait au FMI le moyen de combler la période intérimaire 2000-2004. La proposition principale du FMI au lancement de l'initiative fut de prolonger le financement du fond FASR jusqu'en 2004 en y attribuant, sous un compte identifié pour l'Initiative PPTE, le produit de la vente d'une partie des abondantes réserves d'or du FMI. C'était la contribution indispensable du FMI pour participer à l'initiative, et la contrôler en grande partie, qui avait de plus le double avantage d'imposer la FASR comme un mécanisme

permanent et de contourner l'interdiction faite au FMI par ses statuts de renoncer à des créances : les fonds supplémentaires FASR serviront à financer et garantir de nouveaux prêts aux pays PPT. Ces prêts sont attribués à de nouveaux programmes d'ajustement structurels sur 3 ans. La « réduction » de la dette du pays concerné envers le FMI consiste en réalité à faire payer la communauté internationale pour de nouveaux programmes d'ajustement, dont le pays « bénéficie » tandis qu'il continue à rembourser les prêts des programmes précédents. Ce n'est donc pas l'« ancienne » dette accumulée qui est réduite mais celle à venir.

Cette politique du FMI a failli être mise en échec par le refus de plusieurs pays du G7 (Allemagne, Japon, Italie) de laisser le FMI vendre de l'or, même en petite quantité, jusqu'à ce qu'un accord soit trouvé fin septembre 1996. Officiellement, le FMI avait renoncé à toucher à ses réserves d'or jusqu'en 1999, les pays membres s'engageant à des contributions supplémentaires pour abonder le fond FASR. La face de tous était préservée. L'initiative pouvait être lancée.

Mais plusieurs commentateurs relevaient déjà l'aspect provisoire de ce compromis. Devant les difficultés ultérieures à obtenir les contributions promises, le FMI a menacé en septembre dernier de procéder à « l'optimisation de la gestion des ses réserves » c'est à dire à la vente d'or. Il semble devoir passer à l'exécution puisque le FMI annonçait fin janvier 98 son intention de vendre plus de 5 millions d'onces d'or.

3. La mise en œuvre de l'initiative

REPERES : LES PRINCIPALES ETAPES REALISEES OU PREVUES (ENCADRE)

3.1. De Halifax à Lyon : discussions autour d'une nouvelle initiative

Depuis quelques années, chaque pays qui reçoit le G7 veut paraître comme le plus préoccupé des problèmes du tiers-monde et propose une nouvelle déclaration, parfois un nouveau plan, pour le développement du tiers-monde, ou de l'Afrique en particulier. C'est ainsi que l'idée d'une nouvelle initiative pour la dette des plus pauvres est apparue à Halifax, à peine six mois après que le club de Paris ait avalisé les « termes de Naples » proposés par le G7 tenu en 1994 dans la ville du même nom. Cela avait au moins le mérite de reconnaître que ceux-ci, malgré l'effet médiatique autour du chiffre de 67% d'annulation de dette, ne résoudraient en rien la crise de la dette.

L'idée sera reprise par la Banque mondiale à l'automne, qui selon le Financial Times réfléchissait alors sur un programme de 11 milliards de dollars.

Une première mouture de l'initiative a été divulguée après son adoption par les conseils d'administrations de la BM et du FMI en mars 1996, avec l'objectif d'arriver

à des propositions communes au Comité de Développement, l'instance dirigeante des deux institutions, qui se réunie traditionnellement au printemps.

Les noms qui circulaient alors mentionnaient huit pays comme ayant un niveau d'endettement insupportable : le Mozambique, le Zaïre, la Zambie, le Burundi, la Guinée-Bissau, le Nicaragua et Sao-Tomé.

L'accord n'ayant pu se réaliser, notamment au sein du G7, le lancement de l'initiative a été différé lors du meeting FMI-BM de fin avril. Les désaccords portaient notamment sur la vente d'une partie des réserves d'or du FMI pour abonder le fond fiduciaire FASR et financer l'initiative. Les Etats-Unis étaient partisans d'une telle vente tandis que l'Allemagne s'y opposait. Le montant maximum de réduction de dette par les créditeurs du Club de Paris, que le FMI et la BM proposaient de porter à 90%, était lui contesté par le Japon, principal prêteur des pays pauvres. Les discussion se sont poursuivies au G7 de Lyon et jusqu'à l'automne.

3.2. automne 1996 : le lancement officiel de l'initiative

Les réunions du G7 Finance et du comité intérimaire du FMI, tenues à l'occasion des assemblées annuelles du FMI et de la BM fin septembre 1996, ont permis un accord entre les principaux créditeurs et le lancement de l'initiative. Le compromis porte essentiellement sur le niveau de la réduction de la dette due au Club de Paris, fixée à 80% des montants rééchelonnés, et sur le versement de contributions des pays membres du FMI au fond FASR pour pérenniser ce mécanisme jusqu'en 2004. En contrepartie, le FMI renonce à vendre de l'or avant 1999. Le Monde souligne l'objectif : *"il s'agit, pour la première fois, de procéder à une annulation, partielle, de la dette multilatérale des pays pauvres les plus endettés"*

3.3. septembre 1997 : premier bilan

En septembre 1997, les conseils de la Banque mondiale et du FMI avaient examiné le cas de sept pays pour déterminer s'ils pouvaient bénéficier de l'Initiative.

- Trois pays, l'Ouganda, la Bolivie et le Burkina Faso ont satisfait les critères d'éligibilité et devraient bénéficier d'un allègement de dette au titre de l'Initiative pour un montant total de 900 millions de dollars en valeur actuelle nette.
- La situation de trois autres pays, la Côte d'Ivoire, le Guyana et le Mozambique étaient encore en cours d'examen à cette date. Depuis le Guyana a été retenu pour l'initiative.
- Le Bénin a été considéré par la BM et le FMI comme un pays dont la dette est soutenable. Le bénéfice de l'Initiative lui a été refusé.
- Les contributions bilatérales annoncés ou versées au fond fiduciaire PPTTE de la Banque mondiale, qui doit accorder les allègements de la dette due aux créanciers multilatéraux, se montent à 100 millions de dollars. Elles proviennent essentiellement du Danemark, de la Grèce, du Luxembourg, de la Norvège, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de la Suisse.

- La Banque mondiale a transférée sur ce fond 500 millions de dollars prélevés sur son bénéfice, à titre de contribution initiale. Elle s'apprête à un versement complémentaire de 250 millions de dollars.
- Le FMI a transféré 240 millions de dollars (180 millions de DTS) au fond fiduciaire FASR/PPTTE pour financer sa participation aux premières initiative et, dans l'attente des ressources annoncés pour le maintien de la FASR, relance l'idée d'une vente partielle de son stock d'or.

Selon des estimations effectuées en juillet 1997 le coût de l'initiative se monterait à 7,4 milliards de dollars en valeur actuelle nette 1996. Selon une méthode proportionnelle, la part des créanciers multilatéraux se chiffre à 4,2 milliards de dollars dont 1,6 milliard pour la Banque mondiale, 0,8 milliard pour le FMI et 1,8 milliard pour les autres institutions multilatérales.

3.5. printemps 1998 : les perspectives

Depuis l'automne, seul le Guyana a franchi le point d'éligibilité avec succès. L'accord avec la Côte-d'Ivoire devrait se faire, mais a été retardé. Par contre le refus des créanciers du Club de Paris d'accorder au Mozambique le bénéfice d'une remise de 90% de sa dette éligible recule indéfiniment la perspective du bénéfice de l'Initiative pour ce pays. Cela confirme tristement une des critiques formulées par Oxfam à cette Initiative qui soumet toute possibilité d'allègement de la dette multilatérale au bon vouloir du Club de Paris pour le pays concerné. Pour la Banque mondiale, c'est la crédibilité de l'initiative qui est ainsi atteinte par ce premier accroc sérieux et l'issue donnée pour le Mozambique constituera un test important pour la suite.

Des initiatives complémentaires à celles du FMI et de la Banque mondiale ont été prises ces dernières semaines, notamment par l'Union Européenne et le FIDA. Toutefois il demeure évident qu'il n'existe pas une réelle volonté d'aboutir à une annulation significative de la dette des pays les plus pauvres au niveau des pays du G7. Or ces pays les plus riches sont les principaux créanciers bilatéraux. A travers les institutions de Bretton-Woods comme à travers le Club de Paris, ce sont eux qui en dernier ressort décident de la dette. Mis à part l'Angleterre, qui cherche à tirer profit de l'Initiative pour les pays du Commonwealth, aucun des Sept ne s'est engagé réellement dans l'initiative. L'Angleterre accueillera le G7 en juin et a affirmé vouloir y défendre l'initiative. Une première indication sera donnée le mois prochain avec la réunion de printemps du Comité de Développement, du 13 au 17 avril à Washington. En Octobre 1998, fin de la fenêtre normalement prévue pour l'éligibilité à l'Initiative, une revue complète devrait être effectuée par le FMI et la Banque mondiale.

L'initiative du FMI et de la Banque mondiale pour les pays pauvres très endettés (PPTE)

Les principales étapes

juin 95 : G7 de Halifax première évocation de l'initiative.

avril 96 : Meeting de printemps du Comité du Développement FMI-BM - discussion sur les modalités de l'initiative et débat sur les ventes de réserves d'or du FMI pour la financer.

juin 96 : G7 de Lyon - la dette des plus pauvres est un des principaux sujet abordé

septembre-octobre 96 : Assemblée annuelle du comité de Développement FMI-BM (Washington) - lancement de l'initiative. La contribution financière du FMI passera par le financement de la facilité d'ajustement structurel renforcée (FASR), qui est pérennisée, et sans recourir à la vente d'une partie des réserves d'or du FMI. L'Ouganda et la Bolivie sont les premiers candidats.

décembre 96 : le mécanisme détaillé de l'initiative HIPC est arrêté, en particulier le lien avec les programmes d'ajustement sous mécanisme FASR et les conditions d'éligibilité et d'achèvement de l'initiative, qui seront appliquées au cas par cas.

avril 97 : Meeting de printemps du Comité du Développement FMI-BM - L'Ouganda devient le premier pays éligible pour l'initiative HIPC.

avril 97 : Une conférence gouvernementale africaine critique les insuffisances de l'initiative.

juillet 97 : refus du FMI d'accorder un prêt au Kenya pour cause de « mauvaise gouvernance ».

septembre 97 : Le FMI annonce au Kenya qu'il ne sera pas éligible pour l'initiative HIPC.

septembre 97 : annonce de la Grande-Bretagne pour une remise de dette de £13 millions (GBP) pour les pays pauvres du Commonwealth en plus de l'initiative HIPC du FMI, sous condition d'investissement sociaux. Un premier exemple est donné en faveur de l'Ouganda avec un crédit de £6 ½ millions (GBP).

septembre 97 : Assemblée annuelle du Comité du Développement FMI-BM (Hong-Kong) - Le FMI et la BM lancent un appel aux contributions financières bilatérales. La Bolivie et le Burkina Faso rejoignent l'Ouganda, mais pas le Bénin dont la dette est jugée "soutenable". 14 pays doivent être traités avant l'an 2000.

septembre 97 : rapport annuel 97 de la CNUCED sur les pays les moins avancés.

octobre 97 : la Grande-Bretagne annonce un programme d'aide de £20 millions (GBP) à L'Ouganda pour la scolarisation primaire.

novembre 97 : Le Rwanda reconnaît la dette du régime antérieur et demande à bénéficier de l'initiative HIPC.

janvier 98 : accord au FMI pour la vente d'une partie des réserves d'or.

janvier 98 : réunion du Club de Paris pour le Mozambique - échec de la négociation pour une annulation nécessaire de la dette au-delà des termes de Lyon.

février 98 : selon un rapport de l'OCDE, le montant global de l'aide publique au développement a encore diminué en 1997. La dette extérieure de l'Afrique atteint le montant record de 315 milliards de dollars.

février 98 : décision du conseil des ministres européen pour une participation de l'UE à l'initiative HIPC en faveur des pays APC.

février 98 : le FIDA crée un nouveau fond pour aider les pays les plus pauvres, en complément de l'initiative.

Avril 98 : De nouvelles décisions sont attendues à la réunion de printemps du comité du développement FMI-BM, à Washington du 13 au 17 avril.

octobre 1998 : Fin de la période de lancement de l'initiative : Pour en bénéficier les pays devront avoir engagé au moins un premier programme d'ajustement FASR. Une revue générale de l'initiative est prévue par le FMI et la Banque mondiale.

3^{ème} partie : Bibliographie

L'initiative du FMI et de la Banque mondiale pour les pays pauvres très endettés (PPTE)

Plan de la Bibliographie

LE CONTEXTE.....	30
LA DETTE DU TIERS-MONDE	30
LA SITUATION DE L'AFRIQUE	30
DETTE ET DÉVELOPPEMENT : QUELQUES ASPECTS DU DÉBAT RÉCENT	31
<i>L'évolution de l'aide publique.....</i>	<i>31</i>
<i>Les effets des politiques du FMI et de la Banque mondiale.....</i>	<i>31</i>
<i>Quelle croissance en Afrique ?.....</i>	<i>31</i>
PRÉSENTATION DE L'INITIATIVE.....	32
OBJECTIF ET MÉCANISME	32
LES FACILITÉS D'AJUSTEMENT STRUCTUREL RENFORCÉES	32
LE DÉBAT SUR LES VENTES D'OR DU FMI.....	32
LA MISE EN ŒUVRE DE L'INITIATIVE.....	33
LES DISCUSSIONS INITIALES.....	33
LE LANCEMENT OFFICIEL DE L'INITIATIVE	34
LES PREMIÈRES CONCRÉTISATIONS	34
BILAN D'ÉTAPE ET PERSPECTIVES.....	35
L'ACCUEIL RÉSERVÉ À L'INITIATIVE	35
LA POSITION DE L'AFRIQUE.....	35
LA POSITION DE L'EUROPE.....	36
LE POINT DE VUE DES ONGS	36
LE POINT DE VUE DES EGLISES.....	37
LES PAYS AFRICAINS ENGAGÉS DANS L'INITIATIVE.....	37
L'UGANDA	37
LE BURKINA FASO	38
LE MOZAMBIQUE	38
LA CÔTE D'IVOIRE.....	39
LES AUTRES PAYS AFRICAINS CONCERNÉS.....	39
LE KENYA.....	39
LA ZAMBIE.....	40
L'ÉTHIOPIE	40
LE RWANDA.....	40
LA GUINÉE-BISSAU.....	40
LA TANZANIE.....	40
AUTRES PAYS.....	41

L'initiative du FMI et de la Banque mondiale pour les pays pauvres très endettés (PPTE)

Le Contexte

La dette du tiers-monde

1. COMITÉ POUR L'ANNULATION DE LA DETTE DU TIERS MONDE. **Du Nord au Sud : l'endettement dans tous ses Etats**, *Les autres voix de la planète*, n°3-4, 1998, 115 p.
1. TOUSSAINT, ERIC. **Sortir du cycle infernal de la dette**. *Le Monde Diplomatique*, n°523, octobre 1997, p. 16-17
2. PEPIJN, NICOLAS. **World credit tables : creditors' claims on debtors exposed**. Bruxelles : Eurodad, 1997, 260 p.
3. OVERSEAS DEVELOPMENT INSTITUTE. **Poor country debt : a never ending story ?** ODI - *Briefing paper*, 1995
4. **Statistics on external indebtedness : bank and trade-related non-bank external claims on individual borrowing countries and territories**. OCDE - *DAC publications*, 1997

La situation de l'Afrique

5. **La dette extérieure de l'Afrique s'élève à 315 milliards de dollars**. Abidjan : *Agence France Presse*, 27 janvier 1998
6. **L'Afrique dans le rapport annuel 1997 de l'OMC**. *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*, 2 Janvier 1998, p 5-9
7. IBI AJAYI, S. **An analysis of external debt and capital flight in the severely indebted low income countries in sub-saharan Africa**. IMF research Departement - *Working paper*, n° 97/68, 1997
8. **Les opérations du FMI en Afrique subsaharienne**. *Bulletin de l'Afrique Noire*, n°1797, 17 octobre 1997, p. 4-5
9. **Debt and debt-service for sub-saharan Africa 1986-1996** [en ligne]. OCDE, accessible par internet : <URL : <http://www.oecd.fr/dat/htm/sub-saha.htm>> [mise à jour : 18 nov. 97]
10. ALIBERT, JACQUES. **La dette extérieure de l'Afrique**. *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*, 29 mars 1996, p 4-8
11. ALIBERT, JACQUES. **L'évolution de la dette Africaine**. *Afrique Contemporaine*, n°178, 1996, p. 41-50
12. ALIBERT, JACQUES. **Le temps de l'ajustement : chères ambiguïtés**. *Afrique contemporaine*, n°164, 1992, p. 109-119
13. CHATEL, BÉNÉDICTE. **Les spécificités de la dette africaine**, *Afrique contemporaine*, n°164, 1992, p. 120-142

Dette et développement : quelques aspects du débat récent

L'évolution de l'aide publique

14. COMITÉ D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT. **Coopération pour le développement - Rapport 1997**. Paris : OCDE, 1998, 254 p.
15. **Sharp fall in aid flow to Africa**. New York : *Panafrican News Agency*, 18 novembre 1997
16. LAZARE, FRANÇOISE. **Le Club de Paris face au fardeau de la dette**. *Le Monde*, 31 mai 1996, p.18
17. TUQUOI, JEAN-PIERRE. **L'ONU lance un vaste programme de développement de l'Afrique**. *Le Monde*, 18 mars 1996, p. 2
18. **tableau statistique de l'APD des pays de l'OCDE en 1995**. In : *OECD in figure*, OCDE, 1997
19. **Histoire de l'aide publique au développement**. *Courrier de la planète*, n°33, 1996/03, p 44-55
20. **Official financing for developing countries**. IMF - *World economic and financial surveys*, décembre 1995, 120 p.
21. **Comment vaincre la pauvreté ?** *Le courrier de la planète*, n°23, 1994, p. 19-24

Les effets des politiques du FMI et de la Banque mondiale

22. CARLSON, JOHN A., HUSAIN, AASIM M., ZIMMERMAN, JEFFREY A. **Debt Reduction and new loans : a contracting perspective**. IMF - Asia and Pacific Department - *Working paper*, n° 97/95, 1997
23. WHITE, HOWARD. **The economic and social impact of adjustment in Africa : further empirical analysis**. La Hague : Institute of Social Studies - *Working paper Series*, n°245, 1997, 27 p.
24. POSSEME RAGEAU, GWENOLA. **Dette et développement, un aspect essentiel des débats FMI-Banque mondiale**. *Marchés tropicaux et méditerranéens*, n°2606, 20 octobre 1995, p. 2276-2277
25. RAFIDINARIVO RAKOTOLAMY, C. **Effets de la dette du tiers monde**. *Etudes*, vol. 382, n°2, 1995, p. 159-166

Quelle croissance en Afrique ?

26. **UNCTAD Highlights reform inspired growth in LSDCs**. Dakar : *Panafrican News Agency*, 24 septembre 1997
27. ALIBERT, JACQUES. **Deux rapports de la CNUCED**. *Marchés tropicaux et méditerranéens*, n°2709, 10 octobre 1997, p. 2187-2190
28. MBAYE, SANOU. **Fausse embellie économique en Afrique subsaharienne**. *Le Monde Diplomatique*, n°519, 1997, p. 4-5
29. DE BRIE, CHRISTIAN. **L'Afrique à l'aune du développement virtuel : de l'art de faire parler les statistiques**. *Le Monde Diplomatique*, n°523, octobre 1997, p.16-17

Présentation de l'Initiative

Objectif et mécanisme

30. **Un endettement soutenable pour un développement durable** [en ligne] Banque Mondiale, septembre 1997, accessible par internet : <URL : <http://www.worldbank.org/html/extdr/hipc/dcfr97.htm> >
31. BOOTE, A. R., THUGGE, KAMAU. **Debt Relief for low income countries : the HIPC initiative**, IMF - *Pamphlet Series*, n°51, 1997, 40 p. + v
32. BOOTE, A. R., THUGGE, KAMAU. **Debt Relief for low income Countries and the HIPC initiative**. IMF Policy development and review Departement - *Working paper*, n° 97/24, 1997, 29 p.
33. **Pas d'aide du FMI pour réduire la dette des pays pauvres sans financement permanent de l'Esaf**. Washington : *Agence France Presse*, 14 avril 1996
34. **IMF finalising permanent aid mecanism for poor nations**. Singapour : *Agence France Presse*, 9 décembre 1996

Les Facilités d'Ajustement Structurel Renforcées

35. **IMF Concessional Financing Through ESAF** [en ligne]. IMF, août 1997, accessible par internet : <URL : <http://www.IMF.org/external/np/etr/facts/esaf.htm> >
36. **Bilan positif des programmes aux pays pauvres du FMI**. Washington : *Agence France Presse*, 29 juillet 1997
37. DICKS-MIREAUX, LOUIS, MECAGNI, MAURO, SCHADLER, SUSAN M. **The macroeconomic effects of ESAF-suported programs - revisiting some methodological issues**. IMF Development and review Departement - *Working paper*, n°95/92, 1995
38. SCHADLER, SUSAN, ROZWADOWSKI, FRANEK, TIWARI, SIDDHARTH, DAVID O. **Economic adjustment in low income countries: experience under the Enhanced structural Adjustment Facility**. IMF - *Occasional paper*, n°106, 1993, vii + 66 p.

Le débat sur les ventes d'or du FMI

39. BARBER SIMON. **IMF moves towards gold sales decision**. Washington : *Business Day (South Africa)*, p10, 31 janvier 1998
40. **Allégement de la dette : le FMI menace implicitement de vendre son or**. Hong Kong : *Agence France Presse*, 21 septembre 1997
41. **Vente d'or du FMI : la France propose un compromis**. Lyon : *Agence France Presse*, 28 juin 1996
42. **Vente d'or du FMI : l'Allemagne sous la pression de ses partenaires**. Lyon : *Agence France Presse*, 28 juin 1996
43. **Kenneth Clarke : les ventes d'or du FMI ne pourront être évitées**. Lyon : *Agence France Presse*, 28 juin 1996
44. **Un compromis est possible pour l'automne sur les ventes d'or du FMI**. Washington : *Agence France Presse*, 23 avril 1996
45. **FMI/dette : des progrès mais des accrocs sur l'or**. Washington : *Agence France Presse*, 23 avril 1996
46. **Les Allemands toujours opposés à la vente d'or du FMI**. Washington : *Agence France Presse*, 22 avril 1996

47. **Aide aux pays pauvres : M. Waigel reste opposé à une vente d'or par le FMI.** Bonn : *Agence France Presse*, 18 avril 1996

La mise en œuvre de l'initiative

Les discussions initiales

48. **L'initiative d'allègement de la dette des pays pauvre progresse.** *Bulletin du FMI*, vol. 25, n°14, 22 juillet 1996, p. 229-234
49. **Allègement de la dette : le FMI pourrait allonger la durée de ses prêts.** Washington : *Agence France Presse*, 15 juillet 1996
50. MARTI, SERGE. **Au G7 de Lyon, les mesures en faveur des pays en voie de développement.** *Le Monde*, 1 juillet 1996, p. 4
51. MARTI, SERGE. **Les Sept allègent la dette des pays les plus pauvres.** *Le Monde*, 1 juillet 1996, p. 4
52. **FMI/financement de l'aide aux plus pauvres : les 7 parviennent à un compromis.** Lyon : *Agence France Presse*, 28 juin 1996
53. **G7 : Allègement accru au cas par cas de la dette des pays les plus pauvres.** Lyon : *Agence France Presse*, 28 juin 1996
54. **Le G7 prone une "action supplémentaire" pour alléger la dette des pays pauvres.** Lyon : *Agence France Presse*, 28 juin 1996
55. MARTI, SERGE. **Les Sept escomptent un effort de la Banque mondiale pour alléger la dette des pays les plus pauvres.** *Le Monde*, 28 juin 1996, p. 2
56. **Group of Seven hits snags over poor country debt initiative.** Lyon : *Agence France Presse*, 26 juin 1996
57. **La France plaidera pour une nouvelle réduction de la dette des pays pauvres.** Paris : *Agence France Presse*, 25 juin 1996
58. RAJO, MARTINE. **Comment désendetter les pays pauvres.** *Les Echos*, 25 juin 1996, p. 5
59. **Allègement de la dette/FMI : des "progrès" mais encore des discussions dans les semaines à venir.** Washington : *Agence France Presse*, 19 juin 1996
60. **M. Camdessus "optimiste" sur un accord sur la dette des pays pauvres.** Paris : *Agence France Presse*, 17 juin 1996
61. **Dette : un plan audacieux au menu du G7.** *Le Figaro*, 11 juin 1996, p. 5
62. **Allègement de la dette des pays les plus pauvres.** *Le Monde*, 11 juin 1996, p. 5
63. MARTI, SERGE. **L'allègement de la dette des pays les plus pauvre est différé.** *Le Monde*, 26 avril 1996, p. 3
64. **BM-Dette des plus pauvres : les ministres veulent une solution pour l'automne.** Washington : *Agence France Presse*, 23 avril 1996
65. **Dette et augmentation de ressources renvoyées à l'automne.** Washington : *Agence France Presse*, 22 avril 1996
66. **Ressources du FMI : les ministres reportent les décisions à l'automne.** Washington : *Agence France Presse*, 22 avril 1996
67. **L'allègement du fardeau de la dette au menu de la Banque mondiale et du FMI.** Washington : *Agence France Presse*, 16 avril 1996

68. TUQUOI, JEAN-PIERRE. **Le problème de la dette des pays les plus pauvres divise les occidentaux.** *Le Monde*, 12 avril 1996, p. 3
69. **Le FMI examine des mesures pour aider les pays pauvres les plus endettés à réduire leur dette.** Washington : *Agence France Presse*, 21 mars 1996
70. **Projets pour réduire la dette des pays les plus pauvres.** Washington : *Agence France Presse*, 14 mars 1996
71. **La Banque mondiale réfléchit à un fonds pour alléger la dette des pays pauvres.** Londres : *Agence France Presse*, 14 septembre 1995

Le lancement officiel de l'Initiative

72. MASEBU, PETER. **Africa-Debt IMF/World Bank In New Initiative.** Harare, Zimbabwe : *Panafrican News Agency*, 20 février 1997
73. KRISTIANSEN, JAN. **Debt reduction machinery seen ready for early start-up.** Paris : *Agence France Presse*, 14 novembre 1996
74. KRISTIANSEN, JAN. **Uganda and Bolivia first candidates for new debt reduction plan.** Paris : *Agence France Presse*, 18 octobre 1996
75. **Un appui ferme à l'initiative en matière de dette du FMI et de la Banque mondiale.** *Bulletin du FMI*, vol. 25, n°19, 21 octobre 1996, p. 328-329
76. **Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale : relance de la stratégie de croissance mondiale et accord sur le financement de la FASR intérimaire.** *Bulletin du FMI*, vol. 25, n°19, 21 octobre 1996, p. 313-316
77. **Moroccan minister reelected as development Committee chairman.** Washington : *Agence France Presse*, 03 octobre 1996
78. **Dette : le succès dépendra de l'engagement réel des créanciers.** Washington : *Agence France Presse*, 03 octobre 1996
79. **La Pologne est prête à participer à l'initiative de la dette.** Washington : *Agence France Presse*, 02 octobre 1996
80. IZRAELEWICZ, ERIK. **Les pays riches s'engagent à réduire la dette des plus pauvres.** *Le Monde*, 1^{er} octobre 1996, p. 2
81. LAZARE, FRANÇOISE. **Un nouveau plan de réduction de la dette des pays les plus pauvres devrait être bientôt lancé.** *Le Monde*, 28 septembre 1996, p. 6
82. BASTIEN, DANIEL. **Dette, un véritable virage doctrinal** *Les Echos*, 15 septembre 1996, p. 5

Les premières concrétisations

83. **IMF and World Bank approve debt reduction package for Guyana** [en ligne]. Washington : Banque mondiale, 23 décembre 1997, accessible par internet : <URL : http://www.worldbank.org/html/extdr/hipc/pr_122397.htm>
84. **Allègement de la dette du Burkina Faso** [en ligne]. Banque mondiale, automne 1997, accessible par internet : <URL : http://www.worldbank.org/html/extdr/hipc/bkfs_fr.htm>
85. **World Bank approves debt relief package for Bolivia** [en ligne]. Washington : Banque mondiale, 10 septembre 1997, accessible par internet : <URL : http://www.worldbank.org/html/extdr/hipc/pr_boldt.htm>
86. **La Banque mondiale approuve une opération d'allègement de la dette de l'Ouganda** [en ligne]. Washington : Banque mondiale, 23 avril 1997, accessible par internet : <URL : <http://www.worldbank.org/html/extdr/hipc/prfr1324.htm>>

87. **World Bank speed Uganda HIPC debt relief process to 1 year.** Nairobi : *Bridge World Market*, 19 septembre 1997
88. WASIKE, ALFRED. **UK offers Grant for Debt Fund.** Kampala : *New Vision*, 3 septembre 1997

Bilan d'étape et perspectives

89. **Le FIDA crée deux nouveaux Fonds pour aider les pays pauvres et la Palestine.** Rome : *Agence France Presse*, 12 février 1998
90. **La 21ème session du conseil du FIDA va approuver de nouveaux plans d'aide.** Rome : *Agence France Presse*, 06 février 1998
91. **UK to push for faster relief for heavily indebted poor nation.** Londres : *Bridge World Market*, 17 décembre 1997
92. **World Bank, IMF say world must act now on poverty.** Hong Kong : *Agence France Presse*, 25 septembre 1997
93. **Allègement dette : appel aux contributions du FMI et de la Banque mondiale.** Hong Kong : *Agence France Presse*, 25 septembre 1997
94. **Dette des pays pauvres : avant 2000, le cas de 14 pays aura été traité.** Hong Kong : *Agence France Presse*, 22 septembre 1997
95. **Extrait du communiqué du Comité du Développement.** Hong Kong : Banque mondiale, 22 septembre 1997, accessible par internet : <URL : <http://www.worldbank.org/html/extdr/hipc/dcfr97.htm> >
96. **GB : les pays doivent recapitaliser le fonds d'assurance de la Banque mondiale.** Hong Kong : *Agence France Presse*, 22 septembre 1997
97. **Britain draws encouraging response from partners to debt proposal.** Hong Kong : *Agence France Presse*, 20 septembre 1997
98. **Wolfenshon defends debt initiative.** Hong Kong : *Agence France Presse*, 19 septembre 1997
99. **Appel des ministres du Commonwealth sur l'endettement.** Port-Louis : *Agence France Presse*, 17 septembre 1997
100. **U.S. focus put sub-saharan Africa on summit agenda.** Washington : *Bureau of National Affairs*, 19 juin 1997
101. **Camdessus defends conditions attached to debt initiative.** Washington : *Agence France Presse*, 29 avril 1997

L'accueil réservé à l'Initiative

la position de l'Afrique

102. SALIM, SALIM A., AMOAKO, K. Y., KABBAJ, OMAR. **Joint Statement Of Chief executives Of OAU, ECA And ADB.** Addis Ababa : *United Nations Economic Commission for Africa*, 03 février 1998
103. **L'Afrique veut sa part des flux de capitaux mondiaux.** Hong Kong : *Agence France Presse*, 24 septembre 1997
104. WILLIAMS, DAVID. **World's poorest nations say aid drying up, debt relief may be undermined.** Hong Kong : *Agence France Presse*, 24 septembre 1997
105. **Ethiopia says African goods face barriers abroad.** Hong Kong : *Agence France Presse*, 24 septembre 1997

106. NJOKU, FELIX. **African minister calls for debt for education swap.** Hambourg : *Panafrican News Agency*, 15 juillet 1997
107. SIMMS, ANDREW. **Countries die of debt.** Johannesburg : *Mail and Guardian*, 20 juin 1997
108. **South Africa appeals for African debt relief.** Johannesburg : *Panafrican News Agency*, 13 juin 1997
109. **African ministers welcome debt reduction initiative.** Addis Ababa : *Panafrican News Agency*, 9 mai 1997
110. KRISHNASWAMI, SRIDHAR. **G-24 for flexibility in debt relief plan.** *The Hindu*, 28 avril 1997, p 14
111. **Finance Ministers Conference Adopts Addis Ababa Declaration.** Addis Ababa : *Addis Tribune*, 4 avril 1997
112. HAGOS, GHION. **Africa-Debt Amoako's Case For Improved debt Relief Mechanism For Africa.** Addis Ababa : *Panafrican News Agency*, 03 avril 1997
113. **Africa - Debt Ministers Adopt Declaration On Africa's Debt.** Addis Ababa : *Panafrican News Agency*, 02 avril 1997
114. **African finance ministers call for regional stock markets.** Addis Ababa : *Agence France Presse*, 02 avril 1997
115. **Finance Ministers Conclude Addis Meeting.** Addis Ababa : *UN Economic Commission for Africa*, 02 avril 1997

La position de l'Europe

116. **EU/ACP : new initiative should help soften burden of debt repayments.** *Asia Intelligence Wire*, 18 février 1998
117. **EU/ACP : meps endorse proposal for reforming ACP debt-Servicing.** *Asia Intelligence Wire*, 21 janvier 1998
118. **Details of proposal heavily indebted poor countries amendment.** *Spicers Centre for Europe (SPICEU)*, 21 avril 1997
119. **Belgium : EU proposes new money for debt relief.** Bruxelles : *Reuter*, 27 mars 1997
120. **Switzerland : Swiss contribute to international debt relief Fund.** Zurich : *Reuter*, 25 avril 1997

Le point de vue des ONGs

121. OXFAM INTERNATIONAL. **Poor country debt relief : false dawn or new hope for poverty reduction ?** [en ligne]. OXFAM, avril 1997, accessible par internet : <URL : <http://www.oneworld.org/oxfam/debtawn.htm>>
122. EURODAD. **The HIPC : Eurodad evaluates** [en ligne]. Eurodad, 19 juillet 1997, accessible par internet : <URL : <http://www.oneworld.org/eurodad/eurodad.htm>> [mis à jour le 20 août 1997]
123. VAN HEES, TED. **Vers une dette soutenable ?.** *Courrier de la planète n°39*, mars-avril 1997, p. 34
124. **'Disastrous' Summit Communique Angers Africa Advocates.** Denver : *Whashington Office on Africa*, 22 juin 1997
125. THOMAS, RICHARD. **Britain is 'Squeezing Third World Debtors'.** Londres : *Mail and Guardian*, 27 septembre 1996

126. **Oxfam denounces G7 failure to agree on debt relief plan for poorest.** Washington : *Agence France Presse*, 28 juin 1996

Le point de vue des Eglises

127. **Archibishop Urge Creditor Countries to Write-off Africa's Debt.** Addis Ababa : *Addis Tribune*, 23 janvier 1998
128. HAGOS, GHION. **Archibishop of Canterbury calls for cancellation of Africa'debt.** Addis Ababa : *Panafrican News Agency*, 20 janvier 1998
129. HAGOS, GHION. **Churches see debt as a critical African issue.** Addis Ababa : *Panafrican News Agency*, 10 octobre 1997
130. HAGOS, GHION. **Tutu calls for moral crusade for debt cancellation.** Addis Ababa : *Panafrican News Agency*, 5 octobre 1997
131. **Tutu says IMF-World Bank adjustment programmes are 'immoral'.** Nairobi : *Agence France Presse*, 06 octobre 1997

Les pays africains engagés dans l'Initiative

l'Ouganda

132. NEVILL, HUGH. **Mission du FMI au Kenya et en Ouganda.** Nairobi : *Agence France Presse*, 07 février 1998
133. BUSHARIZI, PAUL. **IMF Team in Uganda.** Kampala : *New Vision*, 04 février 1998
134. MUTUMBA-LULE, A.. **IMF Visit to Determine Uganda's Debt Write-off.** Kampala : *The East African*, 28 janvier 1998
135. **Idea Mooted for Kampala Hosting Paris Conference.** Kampala : *New Vision*, 17 décembre 1997
136. **Econews : Uganda-Grant Uganda to Get 75 Million Dollar World Bank Grant.** Kampala : *Panafrican News Agency*, 25 novembre 1997
137. **World Bank Gives Boost To Universal Primary Education.** Kampala : *New Vision*, 24 novembre 1997
138. **Britain Donates 34B/=3D to Primary Education.** Kampala : *New Vision*, 8 octobre 1997
139. MUSOKE, DAVID. **UK offers 10b/=3D For Uganda Debt.** Kampala : *New Vision*, 20 septembre 1997
140. **Uganda debt to be cut by 20%.** Kampala : *New Vision*, 17 septembre 1997
141. **Uganda to Get IMF Grant.** Kampala : *New Vision*, 06 septembre 1997
142. **Uganda-Indebtedness Britain Helps reduce Uganda's Indebtedness.** Kampala : *Panafrican News Agency*, 03 septembre 1997
143. **Uganda Debt : foreign debt is moving towards a sustainable level.** EIU : *Country reports*, 21 août 1997
144. EJIME, PAUL. **Econews: Uganda-Debts Delay In Debts Reschedule Hurts Uganda.** Kampala : *Panafrican News Agency*, 24 juin 1997
145. **Uganda Economy : Hopes are dashed of early debt relief.** EIU : *Country reports*, 30 mai 1997
146. **Allégement de la dette de l'Ouganda.** *Banque mondiale actualités*, vol. 16, n°16, 1^{er} mai 1997, p. 1

147. **Ouganda : allégement de la dette multilatérale.** *Le Monde*, 15 mars 1997, p. 3
148. **Uganda Foreign trade and payments : IMF approves third annual ESAF loan.** EIU : *Country reports*, 03 mars 1997
149. **Ouganda : assistance internationale.** *Le Monde*, 25 novembre 1996, p. 4
150. **Uganda set to get 750 million dollars worth of aid next year.** Paris : *Agence France Presse*, 22 novembre 1996
151. SHARER, ROBERT L., DE ZOYSA, HEMA R., MC DONALD, CALVIN A.. **Uganda : Adjustment with growth, 1987-94.** Washington : IMF - *Occasional paper*, 1995, 43 p.

Le Burkina Faso

152. **Burkina Faso Outlook for 1998-99 : IMF generally happy with progress on economic front** EIU : *Country reports*, 28 novembre 1997
153. **Le Burkina Faso va bénéficier d'un allégement de sa dette de 115 millions USD.** Hong Kong : *Agence France Presse*, 18 septembre 1997
154. **Burkina Faso : FASR.** *Bulletin du FMI*, vol. 24, n°12, 26 juin 1995, p. 196-198
155. **Le programme économique 1996-1998 du Burkina Faso.** *Bulletin de l'Afrique Noire*, n°1778, 30 juillet 1996, p. 7

Le Mozambique

156. **Development : no ruling yet on debt relief for Mozambique.** Paris : *International Press Service*, 21 janvier 1998
157. ASLAM, ABID. **Finance : Paris Club to debate Mozambique debt relief.** Whashington : *International Press Service*, 20 janvier 1998
158. MOZAMBICAN DEBT GROUP. **Is HIPC the Solution ?.** *Distribué via Africa News Online*, 3 novembre 1997
159. **Chissano complains about delayed debt relief.** Maputo : *Panafrican News Agency*, 22 octobre 1997
160. OXFAM INTERNATIONAL. **Debt relief for Mozambique : Investing in peace** [en ligne]. OXFAM, 1997, accesible par internet : <URL : <http://www.oneworld.org/oxfam/moz97.htm>>
161. HAGOS, GHION. **Mozambique-Relief British Charity Pleads for Mozambique Over Debts.** Maputo : *Panafrican News Agency*, 03 septembre 1997
162. **Oxfams demands quicker, higher debt relief for Mozambique.** Maputo : *Agence France Presse*, 02 septembre 1997
163. **Mozambique external sector : Capital flows and foreign debt.** EIU : *Country profiles*, 22 août 1997
164. **Mozambique Economy : Economic policy.** EIU : *Country profiles*, 22 août 1997
165. **U.S. cancels part of Mozambique's debt.** Maputo : *Panafrican News Agency*, 13 août 1997
166. **IMF hopes Russian entry into Paris Club will spur relief for Mozambique.** Washington : *Agence France Presse*, 27 juin 1997
167. **Mozambique gets debt relief from Germany.** Maputo : *Panafrican News Agency*, 11 juin 1997
168. **IMF says Mozambique likely to get debt relief.** Washington : *Agence France Presse*, 31 mai 1997

169. **Washington impressed by economic development in Mozambique.** Maputo : *Agence France Presse*, 30 mai 1997
170. **IMF accused to condition Mozambique relief scheme.** Maputo : *Agence France Presse*, 24 mai 1997

La Côte d'Ivoire

171. **Structural review : Foreign debt.** EIU : *Country Risk*, 20 janvier 1998
172. **Cote d'Ivoire finds itself with \$200m funding gap.** Abidjan : *Africa Analysis*, 09 janvier 1998
173. **Côte D'ivoire Finance : In pursuit of \$385m ESAF.** EIU : *Viewswire*, 12 novembre 1997
174. **Cote d'Ivoire Economy : clouds appear over negotiations with the IMF.** EIU : *Country reports*, 10 octobre 1997
175. **Cote d'Ivoire Outlook for 1998-1999 : Government will act briskly to obtain new ESAF.** EIU : *Country reports*, 10 octobre 1997
176. SOTINEL, THOMAS. **La Côte d'Ivoire s'impose une cure d'austérité budgétaire.** *Le Monde*, 12 septembre 1997, p. 4
177. POMPEY, FABIENNE. **Bretton Woods bodies concerned by Ivory coast's financial "deviation".** Abidjan : *Agence France Presse*, 01 août 1997
178. **Côte d'Ivoire : FASR.** *Bulletin du FMI*, vol. 24, n°11, 12 juin 1995, p. 180

Les autres pays africains concernés

Le Kenya

179. **Kenya Killings Threaten \$250m Aid Deal.** Nairobi : *The East African*, 02 février 1998
180. **Régional cooperation, foreign trade and payments : Kenya unqualified for HIPC.** EIU : *Country reports*, 28 octobre 1997
181. **Kenya is still able to service foreign debt : IMF.** Nairobi : *Agence France Presse*, 23 septembre 1997
182. **Uncertain Future for the Kenyan Economy.** Nairobi : *The Nation*, 21 septembre 1997
183. **IMF unlikely to resume loans to Kenya soon.** Nairobi : *The Nation*, 07 septembre 1997
184. **Private Sector's Hand in Moi-IMF Officials Talks.** Nairobi : *The East African*, 03 septembre 1997
185. **Why IMF stand is changing.** Nairobi : *The Nation*, 31 août 1997
186. **Govt, IMF agree on way forward.** Nairobi : *The Nation*, 30 août 1997
187. **World Bank 'may cut aid'.** Londres : *The Nation*, 10 août 1997
188. **Will Moi Weather the Storm ?.** Washington : *African Faith and Justice Network*, 4 août 1997
189. **Government Infighting Threatens Kenya's Economy.** Nairobi : *The East African*, 4 août 1997
190. **Worrying donor contradictions on good governance.** Nairobi : *The Nation*, 27 juillet 1997
191. **IMF acts though on liberalisation.** Nairobi : *The Nation*, 26 juillet 1997

La Zambie

192. MULENGA, MILDRED. **Italy writes-off Zambia's 10-million-U.S.-dollar debt.** Lusaka : *Panafrican News Agency*, 18 décembre 1997
193. **Zambia, IMF agree.** Lusaka : *Times of Zambia*, 18 décembre 1997
194. **World Bank gives Zambia \$42m.** Lusaka : *Times of Zambia*, 12 décembre 1997
195. **World Bank Defers Creditors Meet for Zambia.** Lusaka : *Times of Zambia*, 13 novembre 1997
196. MUTALE, CATHERINE. **World Bank, IMF Ponder Zambia's debt Relief.** Lusaka : *Times of Zambia*, 03 octobre 1997
197. **Higher IMF support For Zambia Recorded in 1995/96.** Lusaka : *The Post of Zambia*, 17 septembre 1997
198. **Bank of Zambia to study how Uganda got HIPC status.** Lusaka : *Times of Zambia*, 08 août 1997

L'Ethiopie

199. **Deputy Managing Director of IMF in Ethiopia.** Addis Ababa : *Addis Tribune*, 19 décembre 1997
200. **Ethiopia External sector : Capital flows and foreign debt.** EIU : *Country profiles*, 10 décembre 1997
201. **Ethiopia's EPRDF Falls out With the IMF.** Addis Ababa : *Addis Tribune*, 28 novembre 1997
202. **Ethiopia Non-Rouble External Debt Up.** Addis Ababa : *Addis Tribune*, 10 septembre 1996
203. **IMF and World Bank May Reduce Ethiopia's Debt.** Addis Ababa : *Ethiopian News Agency*, 30 août 1996

Le Rwanda

204. **IMF approves emergency post-conflict assistance for Rwanda.** Whashington D.C. : IMF - *Communiqué de presse*, n°97/57, 12 décembre 1997
205. **World Bank vice president says Rwanda a unique case.** Kigali : *Agence France Presse*, 20 mai 1997

La Guinée-Bissau

206. **Econnews : Guinea-Adjustment A Year Of Economic stability.** Conakry : *Panafrican News Agency*, 06 janvier 1998
207. **Guinea-Bissau External sector : Capital flows & foreign debt.** EIU : *Country profiles*, 10 décembre 1997
208. **Guinea-Bissau Economy : IMF's mid-term review is favourable.** EIU : *Country reports*, 18 juillet 1997

La Tanzanie

209. **IMF Team Reviews Zanzibar's Budget.** Dar-es-Salaam : *The East African*, 10 septembre 1997
210. **Tanzania-reforms Tanzania Gets IMF Pat On The Back.** Daa-es-Salaam : *Panafrican News Agency*, 5 mars 1997

Autres pays

211. IKEH, GODDY. **Nigeria makes efforts to keep down foreign debt.** Lagos : *Panafrican News Agency*, 31 décembre 1997
212. **Congo-K donor focus : - Cautious encouragement for Kabila'envoys.** Bruxelles : *Africa Analysis*, 12 décembre 1997
213. **Mali Outlook for 1998-1999 : steady growth is set to continue.** EIU : *Country reports*, 10 octobre 1997
214. **Mauritania outlook for 1997-1998 : IMF support will continue despite programme slippages.** EIU : *Country reports*, 13 février 1997
215. **Dossier : Congo.** *Nord Sud export*, n°318, 11 mai 1996, p. 26-34
216. SAMPAIO, MARIO. **Zimbabwe : une économie essoufflée ?.** *Marchés tropicaux et méditerranéens*, n°2598, 25 août 1995, p. 1819-1820
217. **Ghana : FASR.** *Bulletin du FMI*, vol. 24, n°14, 24 juillet 1995, p. 228-229
218. **Benin : FASR.** *Bulletin du FMI*, vol. 24, n°11, 12 juin 1995, p. 181-182